

***Prise de position „Sécurité publique“  
de la Plateforme réformatrice au sein du PS Suisse***

***Texte pour le médias lors de la présentation du 16 janvier 2018***

**Le parti socialiste a traditionnellement de la peine à se consacrer sereinement à la politique de sécurité, que ce soit dans sa dimension générale ou son volet répressif. Cette attitude donne l'impression aux victimes ou aux personnes qui se sentent menacées d'être abandonnées par le parti. Le même phénomène se constate en matière de politique de défense du PS.**

**La plateforme réformatrice plaide pour un mix en matière de politique de sécurité comportant autant les volets prévention que répression. En outre, notre plateforme s'engage pour le maintien de l'armée.**

„... car sans sécurité il n'y a pas de liberté“ – cette citation de l'humaniste et politicien Wilhelm de Humboldt reste d'actualité et ceci surtout dans la perspective sociale-démocrate. Dans un Etat peu sûr, ce sont toujours les plus faibles qui ressentent en premier et de manière forte les conséquences de l'insécurité.

La politique de sécurité doit être repensée, adaptée à l'époque actuelle et axée sur les dangers actuels et futurs. De plus, la sécurité est une thématique nécessitant une approche pluridisciplinaire. Les questions de sécurité englobent autant l'éducation que l'écologie, la politique de paix que l'urbanisme. Une politique de sécurité intelligente est par essence globale et doit porter autant sur le caractère préventif que répressif.

## Plateforme réformatrice au sein du PS Suisse

Les forces réformatrices au sein du PS sont convaincues qu'une réforme de l'armée constitue une voie raisonnable pour renforcer notre sécurité. Dans ce cadre, la priorité doit être accordée aux moyens visant à combattre les dangers les plus probables. Cela signifie qu'il s'agit de privilégier les moyens informatiques plutôt que les chars d'assaut. Cela dit, l'acquisition d'un nombre raisonnable d'avions de combat pour des missions de police du ciel et de protection aérienne est nécessaire pour assurer le fonctionnement d'une armée moderne. Ces tâches nécessiteront l'achat d'environ 30 avions de combat. En outre, autant dans le domaine militaire qu'en matière de sécurité civile, il est essentiel de renforcer la coopération internationale. Le futur de la lutte contre la criminalité réside dans une coopération internationale renforcée et certainement pas dans l'isolationnisme.

La sécurité intérieure doit être renforcée par une présence policière appropriée là où cela s'avère nécessaire. Ceci passe par une augmentation des effectifs policiers dans les secteurs où le besoin s'en fait le plus sentir. Pour ce faire, l'accès à la formation de policier doit être ouvert aux détenteurs de permis d'établissement C. De plus, il est important que les policières et policiers soient mieux protégés dans l'exercice de leur fonction souvent exigeante, y compris en adaptant certaines dispositions du droit pénal.

Il convient aussi de renforcer l'accent sur les victimes et leur protection. C'est à elles que doit être apporté tout le soutien possible. Dans ce cadre, l'échange des données doit être amélioré afin que protection des données ne rime pas avec protection des délinquants. Dans le même ordre d'idée, il convient d'augmenter les seuils actuels en matière de délits sexuels dans le droit pénal, notamment en ce qui concerne les viols et les actes d'ordre sexuel avec des enfants. En parallèle, il convient d'appliquer le droit pénal de manière plus systématique. Ceci signifie que le sursis pour les délinquants primaires ne soit plus la norme, mais qu'il ne soit appliqué

que quand il se justifie effectivement. En outre, il est essentiel que les autorités judiciaires disposent des instruments nécessaires à la surveillance des délits étant bien entendu que ces instruments seront implémentés de manière à éviter tout abus.

C'est sur la base de ce type de **revendications et propositions de politique de sécurité et de défense** ( [www.reform-sp.ch](http://www.reform-sp.ch) ) que les membres de la plateforme réformatrice veulent relancer le débat au sein du PS. Celui-ci est actuellement bloqué et crispé par des positions idéologiques. Nous voulons également renforcer les forces pragmatiques œuvrant à redéfinir la politique de sécurité. Nous sommes persuadés que nos propositions trouveront l'adhésion jusqu'au centre de l'échiquier politique et qu'un PS pragmatique, affichant son leadership sur ces questions, sera en mesure de construire des majorités en faveur des réformes nécessaires. Ce serait bien plus intelligent que la position actuelle qui consiste à négliger ces thématiques pour le meilleur profit de majorités qui réfléchissent en termes archaïques de réduit national ou qui préconisent un Etat exclusivement répressif, sans volet de réinsertion sociale.

La prise de position a été élaborée par un Groupe de travail *Sécurité publique* de la Plateforme réformatrice au sein du PS Suisse sous la direction de Daniel Jositsch et Chantal Galladé verfasst. Sont les auteur(e)s Evi Allemann, Yvonne Feri, Chantal Galladé, Daniel Jositsch.